

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 130

Du 28 juin au 3 juillet

POLITIQUE

La violence officielle doit cesser
Archevêque menacé
Le Guatemala exige des changements
Nouveau sentiment de terreur
Climat d'insécurité et de misère

ECONOMIE

Nouveaux impôts décidés par le gouvernement

INSURRECTION

Embuscade tendue à deux compagnies
Acitivité intense dans une région cafétalière
Affrontements dénoncés par l'Armée
"Accident spectaculaire" pour un convoi militaire
Le secteur cafétalier privé d'électricité

SITUATION SOCIALE

On demande l'arrêt de la violence
Tortures dans les prisons
30 000 personnes menacées d'être déplacées
Chômage en hausse

DROITS DE L'HOMME

Massacre d'une famille
Les proches d'un disparu, disparaissent aussi

POLITIQUE

LA VIOLENCE OFFICIELLE DOIT CESSER

La Confédération Internationale des Organisations Syndicales Libres -CIOLS- dont le siège se trouve en Belgique, a fait savoir, dans une lettre adressée, et rendue publique le 29 juin, au gouvernement du Général Mejia Victores que les graves violations des Droits de l'Homme au Guatemala ont eu une répercussion négative sur le mouvement ouvrier mondial et, réclame la libération immédiate des personnes détenues et disparues.

La CIOLS rend les forces de sécurité gouvernementales responsables du maintien de ce climat d'insécurité, d'intimidation et de terreur et exige "la suppression à jamais de ces pratiques abjectes" en ajoutant que pour ce faire, une campagne de dénonciation menée à l'échelle internationale est une étape obligatoire.

ARCHEVEQUE MENACE

L'Archeveque métropolitain, Prospero Penados del Barrio, a déclaré, le 1 juillet, qu'il avait fait l'objet de menaces de mort émanant d'inconnus qui lui ont conseillé "de ne plus se mettre du côté des nécessiteux".

Penados ajoute qu'il a reçu comme cadeau anonyme, "un mouchoir tâché de sang" au cours de la dernière fête de Paques.

LE GUATEMALA EXIGE DES CHANGEMENTS

Le 27 juin, le Recteur de l'Université Nationale, Eduardo Meyer, avançait que le Guatemala a besoin de changements dans les domaines sociaux, économiques et politiques aux fins de mettre un terme à la violence. Le Recteur condamnait de la sorte l'assassinat du travailleur de la Faculté de Droit, Ambrioso Guzman, qui s'est produit le 26 juin dans l'enceinte de la cité universitaire et qui fut commis par les occupants de trois véhicules officiels.

Le Recteur a en outre demandé aux Autorités de libérer immédiatement des délégués des étudiants Vladimir Hernandez et Olvidio Cartagena, enlevés à la mi-juin.

NOUVEAU SENTIMENT DE TERREUR

Le 28 juin, le député du département de Chimaltenango dénonçait devant l'Assemblée Nationale Constituante le fait que la terreur a repris droit de cité dans son département.

Le député, Andres Coyote Patal, signalait que le couvre-feu avait été imposé et que des hommes armés, circulant à bord de véhicules officiels, confisquent les papiers d'identité des habitants de cette région centrale du pays.

CLIMAT D'INSECURITE ET DE MISERE

Le 29 juin, le Conseil Supérieur de l'Université de San Carlos de Guatemala dénonçait l'existence de ce climat d'insécurité, de misère et de chômage qui sévit dans le pays.

Dans une déclaration publiée après la disparition de divers étudiants universitaires au cours du mois de juin, l'Organe Supérieur de l'Université Nationale soulignait le manque d'attention consacrée par le gouvernement aux problèmes les "plus pressants" pour la population. Selon la même publication, ces faits forment un cadre de terreur et de désespoir qui épuise les forces de la population en général mais qui a une importance d'autant plus grande parmi les secteurs dont "la pauvreté et les énormes besoins exigent une attention accrue".

ECONOMIE

NOUVEAUX IMPOTS DECIDES PAR LE GOUVERNEMENT

Le 2 juillet, le Chef de l'Etat, le Général Mejia Victores signait 5 décrets-lois et 2 accords gouvernementaux qui établissent de nouvelles mesures fiscales.

Les décrets prévoient des impôts sur les transactions internationales et, une augmentation de la taxe d'aéroport -impôt sur la sortie du pays moyennant un transport aérien ainsi qu'une libéralisation de la TVA pour le transport terrestre, secteur qui a également bénéficié d'une exonération de l'impôt sur la rente.

Le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et

financières -CACIF-, qui s'opposait antérieurement à l'établissement de nouveaux impôts, a accepté les décrets mentionnés et a déclaré que ces mesures visaient à faire face à la situation difficile à laquelle le pays est confronté.

INSURRECTION

EMBUSCADE TENDUE A DEUX COMPAGNIES

Selon un communiqué rebelle rendu public le 2 juillet, deux compagnies de l'Armée sont successivement tombées dans l'embuscade que leur tendaient les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, et ont été soumises au feu de fusillerie, de mitrailleuses et de mines claymore, le 28 juin dans les environs des plantations de café La Luz et San Felipe, situées dans la municipalité de Chicacao, dans le Suchitepequez. L'ORPA a de la sorte occasionné 21 pertes aux troupes gouvernementales.

ACTIVITE INTENSE DANS UNE REGION CAFETALIERE

Des communiqués des 27 et 28 juin signalent que les forces de l'ORPA ont occupé politiquement et militairement, les 22, 26 et 27 juin, les plantations cafétières Monterramos, Las Armonías, Monte Carlos, El Tesoro et Las Mercedes, situées dans les municipalités de Rio Bravo et Chicacao, dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays.

Les communiqués soulignent que durant l'occupation des plantations les insurgés ont organisé des réunions politiques avec les travailleurs agricoles et ont incendié les installations des propriétés suivantes : Monterramos, El Tesoro et Las Mercedes, étant donné que leurs "propriétaires collaborent aux actions répressives menées par l'Armée contre la population".

Les insurgés se sont emparés de 6 armes lourdes dans la plantation Monterramos.

AFFRONTLEMENTS DENONCES PAR L'ARMEE

Le premier juillet, un communiqué émanant du Bureau des Relations Publiques de l'Armée, stipulait que divers affrontements armés s'étaient produits entre l'Armée et la guérilla, au cours des derniers jours du mois de juin dans les départements de El Quiché, Huehuetenango et El Peten.

Selon le communiqué de l'Armée, les affrontements se sont produits au Rio Tzejan et dans les municipalités de Nenton et Potún et se sont soldés par la mort d'un insurgé et des blessures pour trois soldats des forces régulières.

"ACCIDENT SPECTACULAIRE" POUR UN CONVOI MILITAIRE

Le premier juillet, les milieux de presse parlaient d'un "accident spectaculaire" impliquant deux véhicules qui faisaient partie d'un convoi militaire, le 30 juin, au kilomètre 17 de la route qui mène de la capitale guatémaltèque à San Juan Sacatepequez, où se trouve l'Académie Militaire.

L'information ne donne pas les causes du dit accident, mais précise, cependant, que plusieurs effectifs des troupes régulières ont été blessés et transportés à l'hôpital militaire par les pompiers. Aucune version officielle ne vient commenter les faits.

LE SECTEUR CAFETALIER PRIVE D'ELECTRICITE

Selon un communiqué insurrectionnel daté du 3 juillet, les unités de sapeurs de l'ORPA ont privé d'électricité une importante région cafétière située au sud-ouest du pays, en arrachant les piquets qui portent les fils électriques entre les municipalités de Santa Barbara et Chicacao, dans le département de Suchitepequez.

Le communiqué souligne également que le 28 juin, une autre unité rebelle a occupé militairement et politiquement la propriété Mi Tierra, située à Santa Barbara où elle a organisé une réunion politique avec les habitants et les travailleurs. Ensuite elle a détruit les installations de la plantation utilisées par l'Armée comme centre d'opérations contre-insurrectionnelles dans la région.

SITUATION SOCIALE

ON DEMANDE L'ARRET DE LA VIOLENCE

La Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- a demandé au gouvernement, le premier juillet, que ce dernier arrête l'utilisation de la violence qui, au cours des derniers jours a fortement crû dans le pays.

La CUSG a également exigé que le régime contrôle, désarme et démobilise les membres des forces de sécurité qui commettent violations et assassinats.

TORTURES DANS LES PRISONS

Le 28 juin, les détenus de la prison pénale Canada, dans le département de Escuintla, faisaient savoir qu'ils sont soumis à des tortures et autres sévices commis par les autorités de l'institution pénale.

Les détenus ont déclaré à la presse que parmi de nombreux abus, certains prisonniers sont maintenus dans un secteur de la prison connu sous le nom de "Triángulo"-triangle- et formé de minuscules cachots, où ils sont tenus dans l'isolement total et soumis à la torture.

30 000 PERSONNES MENACEES D'ETRE DEPLACEES

Le 29 juin, des représentants du Comité d'habitants de la colonie "El Mezquital", signalaient que quelques 1 500 familles de la dite colonie, située à l'extérieur de la capitale, sont harcelées par les Autorités et les forces de police pour qu'elles abandonnent les lopins de terre qu'elles occupent.

CHOMAGE EN HAUSSE

Le 29 juin, le Directeur de la Chambre Guatémaltèque de la Construction, Jorge Franco, déclarait que seuls 15 000 travailleurs du secteur de la construction sur un total de 80 000 sont actuellement employés. Ces chiffres datent de 1984 et Franco a ajouté que le prix des matériaux a augmenté de 500% au cours de 1985.

DROITS DE L'HOMME

MASSACRE D'UNE FAMILLE

7 personnes appartenant à une famille de la bourgade Buena Vista, située dans le département oriental de Jutiapa, ont été assassinées, par balles, le 30 juin, au petit matin. Des hommes armés, reconnus par des voisins comme appartenant aux forces de sécurité, ont tiré sur les victimes durant leur sommeil.

Les victimes ont été identifiées comme étant : Antolin Orellana, Lucinda Najera et José, Augusto, Edy, Lubia et Hilda Orellana, âgés respectivement de 74, 67, 23, 18, 13, 18 et 30 ans.

LES PROCHES D'UN DISPARU, DISPARAISSENT AUSSI

Jovita Castillo Montufar et María Castillo ont été enlevées, le 26 juin par des effectifs gouvernementaux alors qu'elles se rendaient à leur domicile, dans la capitale. Elles venaient de dénoncer la disparition de Carlos Castillo Montufar, respectivement le frère de la première et le mari de la deuxième, Ces faits ont été dévoilés par des proches et des témoins.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX